Contre la politique de destruction programmée par l'UE : défendre l'école publique.

(Réactions d'un enseignant de collège à Pantin, membre du POI, à la lecture d'un tract rédigé par la fédération du 93 du Parti Socialiste)

Le tract du PS annonce, à juste titre que « la destruction de l'école publique est programmée ».

Chacun comprend que c'est bien de cela qu'il s'agit à travers les suppressions de milliers de postes de personnels de l'éducation nationale, la suppression de deux heures de classe dans le primaire, ainsi qu'à travers la préparation de la réforme du bac et de la classe de seconde.

Le ministre Darcos s'inscrit pleinement dans la politique de la RGPP (révision générale des politiques publiques) dont l'objectif est de faire faire des économies à l'Etat en détruisant les services publiques et en réduisant le nombre d'administrations et de fonctionnaires. Prétextant que ses réformes sont « pédagogiques » il ajoute au passage que si elles permettent de faire des économies, c'est très bien.

Chacun sait que derrière cela il y a les exigences de l'Union Européenne et l'obligation de réduire les « déficits publics » du traité de Maastricht.

Or de cela le tract ne dit pas un mot : exit les mots « économies » et « Union Européenne ».

N'est ce que vaine polémique de le souligner ? Malheureusement le reste du tract nous éclaire sur les conséquences de cet « oubli ».

Il réclame un « moratoire » sur les suppressions de postes. Le PS propose donc de les repousser à plus tard ; pourquoi ? Parce qu'elles sont justifiées par les exigences de L'UE. Il faudrait donc renoncer à revendiquer le rétablissement des postes supprimés et l'ouverture de tous les postes et de toutes les classes nécessaires ? Le tract reconnaît que la suppression des deux heures de cours en primaire entraînera la perte de 15 semaines de cours sur l'ensemble de la scolarité d'un écolier. On trouve plus loin la volonté d'une « aide individualisée » sur le temps scolaire : de qui se moque-t-on ? La suppression des heures est un moyen de supprimer des postes ; les élèves apprendront de moins en moins et, pour faire passer la pilule, le gouvernement promet l'aide individualisée. Chaque élève, privé d'un enseignement collectif, pendant le temps scolaire, sera (ou non) « aidé » individuellement. La question n'est elle pas de créer les postes et les moyens pour alléger les classes et dédoubler les groupes pour permettre à chacun de progresser dans le cadre national d'un programme égal pour tous ? Par ailleurs il est clair que « l'aide individualisée » et le « soutien scolaire » sont une bonne occasion de recruter des personnels précaires et d'introduire une forme de privatisation de l'école («l'externalisation » d'un « service » en quelque sorte).

Le PS réclame aussi « l'affectation des moyens pédagogiques » dans les « endroits prioritaires » : ne retrouve-t-on pas ici l'autonomie qui prévaut dans les réformes successives engagées depuis des années et qui est reprise et accentuée encore dans les réformes du bac ou de la seconde ? Là encore, depuis des années, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de pointer les particularités locales, les difficultés d'un quartier pour individualiser les enseignements par des « projets » et « des expériences locales » : c'est tout le caractère national des programmes, des diplômes et des statuts des enseignants qui ont été ainsi mis à mal. Aujourd'hui c'est au tour du bac de devenir un chiffon de papier sans valeur

dont le contenu variera selon les lycées et même les élèves.

On cherche mais on ne trouvera pas : le PS ne réclame pas le maintien des programmes nationaux et des diplômes et le retrait de la réforme du bac. De même, et c'est logique, que, s'il s'inquiète de la disparition de la formation des enseignants, il ne réclame pas le maintien des concours nationaux dans le cadre de la fonction publique d'État ni le maintien des statuts nationaux qui garantissent la liberté pédagogique pour enseigner les programmes en toute indépendance.

Et même, il regrette que la suppression des deux heures de primaire soit faite « sans aucune concertation »; plus loin il affirme que la réforme se fera « dans la concertation, le dialogue et le respect de tous les partenaires de l'école ».

Mais n'est-ce pas là ce que le gouvernement appelle « dialogue social » ? N'est-ce pas ce qui l'amène à chercher l'accompagnement et même la « co-élaboration » de ses réformes par les syndicats : certain s n'ont-ils pas signé les « 16 points de convergence » avec lui pour la réforme du bac ? Ne cherche-t-on pas à les élever au rang de « partenaires » d'un gouvernement et d'un président aux ordres de Maastricht ? Gouvernement qui détruit tous les services publics pour trouver, comme l'exige la banque centrale européenne, les milliards d'Euros pour les bourses.

Le respect de la politique de l'UE ne conduit-il pas à une sorte « d'alter-sarkozisme » ? Une autre destruction de l'école serait possible parce que « concertée » avec les nouveaux « partenaires » ?

Non ! C'est de l'avenir de la jeunesse dont il s'agit. Avenir pour lequel des millions de militants ouvriers, parmi lesquels des socialistes, se sont farouchement battus pendant plus d'un siècle : combats pour sortir les enfants des griffes des patrons, combats pour le droit à l'instruction pour tous contre l'obscurantisme et l'exploitation, combats pour des diplômes reconnus dans les conventions collectives et le code du travail.

Il y a urgence aujourd'hui à poursuivre le combat, dans l'unité des syndicalistes, des militants ouvriers, socialistes, communistes membres du POI pou la défense de l'école publique et laïque : c'est l'enjeu de la préparation de la conférence pour l'unité que propose le POI : discutons-en !